

CAI
CI
- 2011

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION CANADA WELCOMES FOREIGN STUDENTS

- Citizenship and Immigration Canada (CIC) recognizes the importance of foreign students to the academic and business communities as well as to the Canadian economy. The efficient, consistent and transparent processing of students remains one of CIC's departmental priorities. We welcome the opportunity to work with other stakeholders on the processing of students.
- The high priority given to students has led to some encouraging processing results overseas. In 1997, over 70% of cases were completed in one month or less. Same-day processing increased from 17% of cases in 1996 to 21% in 1997.
- The total number of student applications processed increased 135% between 1985 and 1997, at a time when we have had to struggle with significant program reductions.
- In 1997, there were over 99,000 foreign students registered at all levels in Canadian institutions. This total climbs to well over 100,000 if students destined to short-term English and French as a Second Language (ESL and FSL) programs are included.
- We recognize the need, in a competitive global market, to reduce processing times. As a result, we have taken measures to streamline student processing, including the implementation of expedited medical procedures in four key offices abroad — Taiwan, South Korea, Thailand and Mexico — all part of an earlier pilot project.
- In recognition of the expansion of the Canadian Education Centre (CEC) Network within Latin America during the recent Team Canada visit, we will be implementing another student medical pilot at our missions in Santiago, Buenos Aires, Sao Paulo and Bogota.
- We are currently exploring with the provinces possible options to exempt students taking post secondary courses of less than 6 months duration, at private or public schools, from the need for a student authorization.
- We are also investigating the labour market implications of allowing foreign students attending private institutions to work during their course of study and for a specified period following completion of their studies, as is now the case for students at public institutions. We have initiated external consultations on this proposal with interested parties such as Human Resources Development Canada (HRDC), Industry Canada, the Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC) and the Association of Canadian Community Colleges (ACCC).
- Given the extent of the effect of the Asian currency crisis on foreign students already in Canada, we have taken a generous and flexible approach to the existing policy that allows foreign students in Canada who are in possession of a valid student authorization, and who are considered temporarily destitute, to obtain a fee-exempt employment authorization. These relaxed criteria apply to students from South Korea, Malaysia, Thailand and Indonesia.



- CIC recognizes the need for Canada to remain competitive in attracting international students. For this reason, it created the Advisory Committee on International Students and Immigration in 1995, bringing together essential stakeholders in international education. In consultation with this committee, CIC has made many enhancements in student processing procedures, such as longer validity student authorizations, where feasible and practicable.
- We are working closely with other government departments — in particular, the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), and Health Canada — to develop coordinated strategies. We support global marketing initiatives launched by DFAIT, and participate actively in committees and conferences dedicated to international student marketing.
- Certain overseas operating environments pose significant challenges in terms of student processing, and visa officers are faced with the difficult task of assessing the legitimacy of student applicants. The *Immigration Act* obligates applicants to fulfill the following requirements (among others) before a student authorization can be issued:
 - they must satisfy immigration authorities that their intention is to enter Canada for a temporary period only
 - they must prove that they have adequate funds to pay for their expenses while studying in Canada
- Despite resource reductions, we do attempt to increase staff in missions which experience significant growth in applications. However, because of the nature of an overseas program, this transfer of resources takes time.
- Although we have made significant strides in processing students, we look to our partners and stakeholders to assist in making complementary enhancements. For instance, we might work together toward the provision of timely acceptance letters to foreign students.
- CIC remains committed to providing the best possible processing for those students overseas who wish to avail themselves of the excellence of Canadian academic institutions.

Explore

the web site of
Citizenship and Immigration Canada



<http://cicnet.ci.gc.ca>





- En raison de l'ampleur des répercussions de la crise financière asiatique pour les étudiants étrangers se trouvant au Canada, nous avons assoupli notre politique et autorisé les étudiants en règle, qui sont au Canada et qui n'ont plus de ressources suffisantes, à obtenir un permis de travail sans payer le droit exigé. Ces critères plus souples s'appliquent aux étudiants de la Corée du Sud, de la Malaisie, de la Thaïlande et de l'Indonésie.
- CIC est conscient que le Canada doit demeurer capable d'affronter la concurrence pour ce qui est d'attirer des étudiants étrangers. C'est pour cette raison qu'il a créé en 1995 le Comité consultatif pour les étudiants internationaux et l'immigration, qui réunit les principaux intervenants du secteur de l'éducation internationale. En consultation avec ce comité, CIC a apporté de nombreuses améliorations au traitement des demandes d'autorisation d'études, par exemple en prorogeant la validité des autorisations d'études lorsque c'est possible et réalisable.
- Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres ministères fédéraux, en particulier le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et Santé Canada, afin d'établir des stratégies coordonnées. Nous appuyons les initiatives de commercialisation à l'échelle mondiale lancées par le MAECI et nous participons activement aux comités et aux conférences portant sur le marketing destinés aux étudiants internationaux.
- Dans certains bureaux à l'étranger, le traitement des demandes d'autorisation d'études n'est pas une tâche facile; les agents des visas doivent s'efforcer d'évaluer la légitimité des demandes et des demandeurs. La Loi sur l'immigration exige que les étudiants respectent (entre autres) les exigences suivantes afin d'obtenir une autorisation d'études pour venir au Canada :

- ils doivent prouver aux autorités de l'immigration qu'ils ont l'intention de venir au Canada pour un séjour temporaire seulement;
- ils doivent prouver qu'ils ont suffisamment de ressources pour subvenir à leurs besoins pendant qu'ils étudient au Canada.
- Malgré les réductions de ressources, nous nous efforçons d'accroître le personnel dans les bureaux à l'étranger où le nombre de demandes augmente considérablement. Cependant, comme il s'agit d'un programme mis en œuvre à l'étranger, le transfert de ressources prend du temps.
- Nous avons fait de grands progrès dans le traitement des demandes d'étudiants, mais nous avons besoin de l'aide de nos partenaires et des intervenants pour apporter d'autres améliorations importantes. Par exemple, nous pourrions travailler en collaboration afin de fournir en temps voulu des lettres d'acceptation aux étudiants étrangers.
- CIC continuera de s'efforcer de fournir le meilleur service possible aux étudiants étrangers qui souhaitent profiter de l'excellence des établissements d'enseignement canadiens.

Explorez

le site de
Citoyenneté et Immigration Canada



<http://cicnet.ci.gc.ca>

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

FACILITE L'ADMISSION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

d'études, en mettant notamment en place des formalités accélérées pour les examens médicaux dans quatre bureaux clés à l'étranger, soit Taïwan, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Mexique, dans le cadre d'un projet pilote antérieur.

- Compte tenu de l'expansion du réseau des Centres d'Éducation canadiens (CEC) en Amérique latine, à l'occasion de la visite récente d'Équipe Canada, nous allons mettre en œuvre un autre projet pilote de traitement accéléré des dossiers médicaux des étudiants dans nos bureaux de Santiago, Buenos Aires, Sao Paulo et Bogota.

- Nous explorons actuellement avec les provinces les options possibles en vue de dispenser les étudiants, inscrits à des cours de niveau postsecondaire d'une durée inférieure à 6 mois, dans un établissement d'enseignement privé ou public, de l'obligation d'obtenir une autorisation d'études.

- Nous examinons également les répercussions qu'aura sur le marché du travail le fait d'autoriser des étudiants étrangers, inscrits dans des établissements privés, à travailler pendant qu'ils poursuivent leurs études ou pendant une période précise à la fin de leurs études, comme c'est actuellement le cas dans les établissements publics. Nous avons entrepris des consultations externes sur cette proposition avec divers intervenants, comme Développement des ressources humaines Canada (DRHC), Industrie Canada, l'Association des universités et collèges du Canada (AUC) ainsi que l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC).

- Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) reconnaît l'importance des étudiants étrangers pour le monde universitaire et le secteur des affaires, ainsi que pour l'économie du Canada. Le traitement efficace, uniforme et transparent des demandes d'autorisation d'études est une des priorités du Ministère. Nous sommes heureux d'avoir l'opportunité de travailler avec d'autres intervenants pour faciliter le traitement de ces demandes.
- La priorité élevée accordée aux demandes d'étudiants a donné des résultats encourageants pour ce qui est du traitement de ces demandes à l'étranger. En 1997, plus de 70 % des demandes ont été traitées en l'espace d'un mois ou moins. La proportion des demandes traitées dans la journée est passée de 17 %, en 1996, à 21 % en 1997.
- Le nombre total de demandes d'autorisation d'études traitées a augmenté de 135 % entre 1985 et 1997, alors que le Ministère faisait face à d'importantes réductions de ses ressources.
- En 1997, plus de 99 000 étudiants étrangers étaient inscrits dans des établissements d'enseignement canadiens, à tous les niveaux. Leur nombre dépasse largement les 100 000 si l'on compte les étudiants inscrits aux programmes de courte durée de Français et d'anglais langue seconde (FLS et ALS).
- Nous savons qu'il est nécessaire, dans un marché mondial très compétitif, de réduire les délais de traitement. Nous avons donc pris des mesures pour simplifier le traitement des demandes d'autorisation



3 1761 11551022 4

